

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 31 mars 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Les principaux indicateurs conjoncturels témoignent d'une nouvelle amélioration de l'économie mondiale au cours du premier trimestre 2013, malgré la persistance de nombreux signes de fragilité. Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,25 % en 2013, après 3,2 % en 2012. L'activité des pays émergents continuerait de s'accroître, tandis que les pays avancés connaîtraient des rythmes d'évolution divergents. Aux États-Unis, la croissance atteindrait 1,9 %, soutenue par une demande privée vigoureuse, alors que dans la zone euro l'activité se contracterait de 0,3 %.

D'après les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro s'est replié de 0,2 % au cours du premier trimestre 2013, pénalisé par la consommation des ménages et l'investissement privé. La France a connu une baisse similaire, alors que le PIB allemand a légèrement progressé sur trois mois (+0,1 %).

Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé, lors de sa réunion du 2 mai 2013, d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,5 %, ainsi que celui de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1 %. Le taux de la facilité de dépôt est demeuré inchangé à 0 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que « les risques entourant les perspectives économiques dans la zone euro demeurent orientés à la baisse », soulignant « la possibilité d'une demande intérieure et d'une demande mondiale encore plus faibles que prévu ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'activité économique reste bien orientée au premier trimestre de l'année 2013, suite à un quatrième trimestre particulièrement dynamique. À fin mars, l'investissement des entreprises tend à se renforcer, tandis que la consommation des ménages se contracte. Le secteur du BTP continue de jouer son rôle de moteur de l'économie locale, alors que le secteur du commerce tend à ralentir. Dans ce contexte, l'activité bancaire locale fléchit légèrement au 31 mars 2013, tant sur le plan du financement de l'économie, que de la collecte de dépôts.

L'activité de financement bancaire se replie légèrement

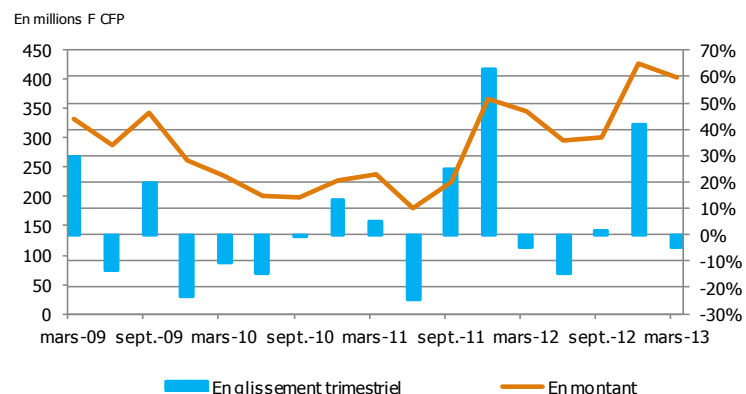
L'encours sain des crédits accordés par l'établissement bancaire installé localement atteint 1,8 milliard de F CFP au 31 mars 2013, en recul de 1,6 % par rapport au trimestre précédent. Néanmoins, les concours sains octroyés par le système bancaire local progressent fortement en rythme annuel (+16 %).

Réduction de l'encours de crédits aux entreprises

À fin mars, l'encours des crédits octroyés aux entreprises par la banque locale s'élève à 404 millions de F CFP, en baisse de 5,1 % sur le trimestre. Sur les douze derniers mois, les concours aux entreprises ont toutefois augmenté de 16,5 %. Les crédits à l'investissement et les crédits d'exploitation sont en net recul ce trimestre (respectivement -7,8 % et -15,6 %), tandis que les autres crédits et les crédits à l'habitat affichent des diminutions moins marquées (respectivement -3,3 % et -2,1 %).

En rythme annuel, l'encours des autres crédits a quasiment triplé pour atteindre 175 millions de F CFP, soutenu par le financement de travaux de réhabilitation réalisés sur les dépôts de produits pétroliers, tandis que l'encours des crédits à l'habitat se replie de 7,7 %.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Stabilité de la demande de financement des ménages, mais progression sur l'année

Les concours accordés aux ménages par l'établissement de crédit local se stabilisent autour de 1,39 milliard de F CFP, en recul de 0,6 % sur le trimestre (+16 % sur l'année). Cette légère diminution s'explique par le repli des encours de crédits à l'habitat dans la même proportion qu'à fin décembre (- 4,5 %). À fin mars 2013, leur encours s'élève à 194 millions de F CFP.

Parallèlement, l'encours des crédits à la consommation se maintient à fin mars à 1,19 milliard de F CFP. Ces concours, qui représentent 86 % de l'endettement des ménages, progressent de 6,3 % sur l'année, en lien avec la bonne tenue de la consommation des ménages au cours des douze derniers mois.

Une sinistralité toujours contenue

Le montant des créances douteuses brutes s'élève à 94 millions de F CFP, en recul de 1,7 % sur le trimestre et de 3,4 % sur l'année.

À fin mars 2013, le taux de créances douteuses de l'établissement de crédit installé localement reste inchangé à 5,0 % (-0,9 point sur l'année).

Réduction de la collecte des dépôts

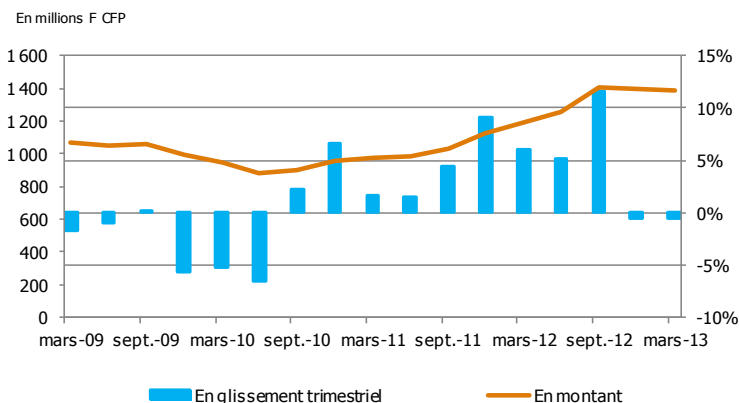
Les dépôts des agents économiques auprès du système bancaire local et gérés localement se contractent de 3 % sur les trois premiers mois de l'année 2013 pour atteindre 6,39 milliards de F CFP à fin mars. En rythme annuel, l'activité de collecte progresse significativement (+20,6 %).

Cette réduction au cours du premier trimestre s'explique essentiellement par la baisse des dépôts à vue (-3,2 %, pour s'établir à 3,55 milliards de F CFP) imputable aux entreprises (-23,6 % en rythme trimestriel). Parallèlement, les dépôts à vue des ménages et des collectivités locales poursuivent leur progression (respectivement +2,3 % et +32,7 %). La part des dépôts à vue reste inchangée au cours du trimestre : ils constituent 55 % des dépôts collectés localement.

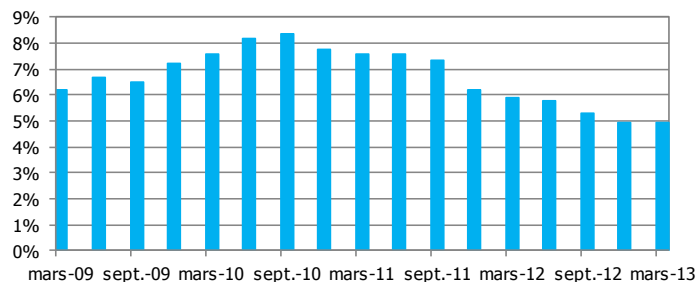
Dans le même temps, l'encours des comptes d'épargne à régime spécial affiche une chute de 6,2 % pour atteindre 532 millions de F CFP à fin mars 2013 (contre 568 millions de F CFP à fin décembre 2012).

Au premier trimestre 2013, les dépôts à terme détenus par l'ensemble des agents économiques s'inscrivent en repli (-1,9 %). Ces actifs sont essentiellement détenus par les collectivités locales (à 97 %), dont l'encours se contracte de 0,5 %, après avoir fortement augmenté le trimestre précédent (souscription de comptes à terme par les collectivités locales pour valoriser leurs excédents de trésorerie). Sur l'année, les dépôts à terme ont connu une hausse de grande ampleur (+135,1 %).

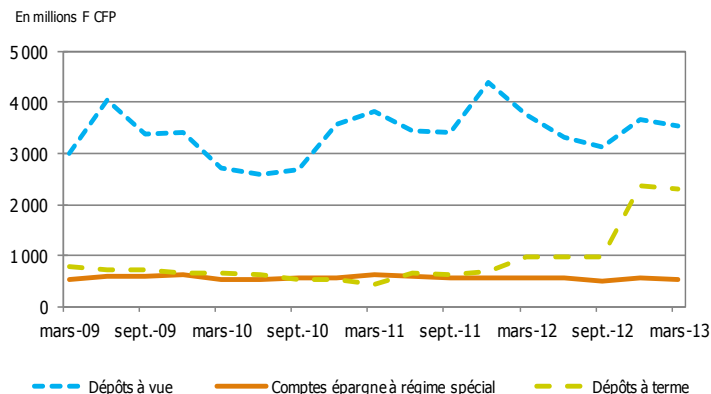
Évolution globale des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Évolution des principales composantes des actifs financiers



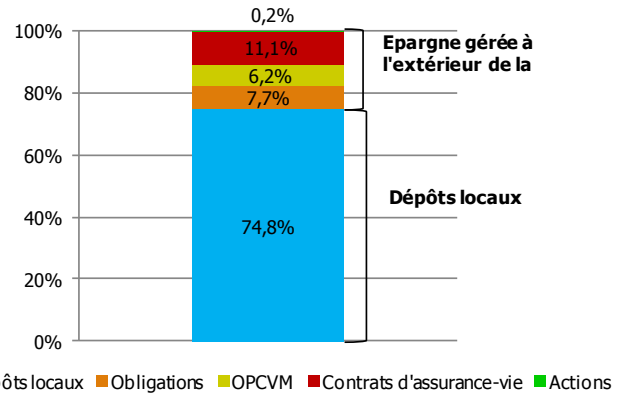
Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement, le système bancaire local collecte d'autres placements financiers (contrats d'assurance vie, OPCVM, actions, obligations,...), non transformables pour leur activité de financement.

L'encours de ces actifs se replie légèrement au premier trimestre 2013 (-1,5 %) pour s'établir à 2,15 milliards de F CFP à fin mars. En glissement annuel, l'encours se contracte de 33,9 %, en raison de placements arrivés à échéance au dernier trimestre 2012.

L'ensemble des dépôts réalisés auprès du système bancaire local s'élève à 8,55 milliards de F CFP à fin mars 2013, en recul de 2,6 % sur le trimestre. Cette réduction est moins marquée en glissement annuel (-0,2 %).

Répartition des dépôts

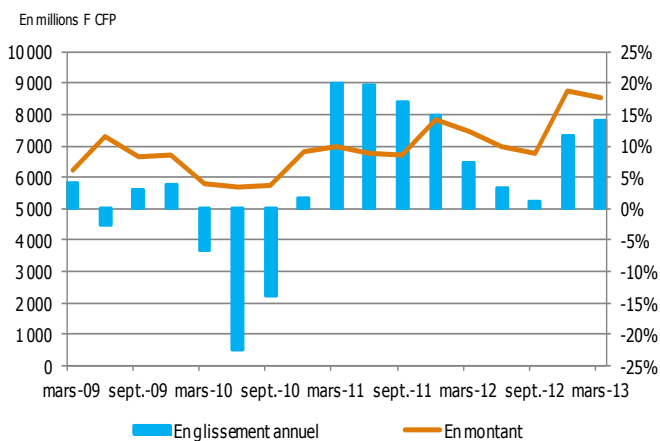


Le solde emplois-ressources de la banque locale se dégrade mais reste bien orienté

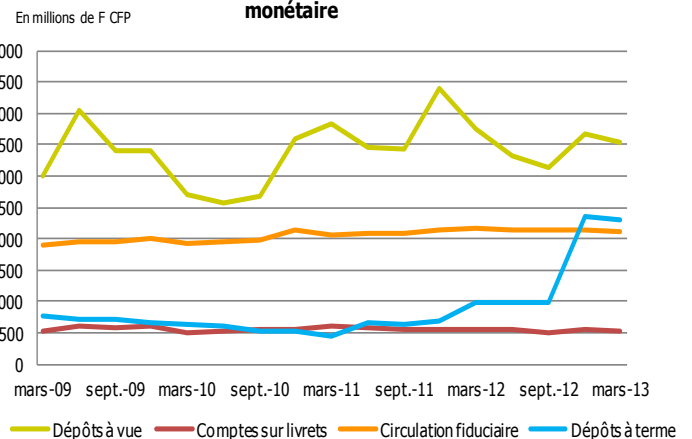
Léger recul de la masse monétaire

À fin mars, la masse monétaire (M3) atteint 8,51 milliards de F CFP, en baisse de 2,5 % sur les trois premiers mois de l'année. Cette évolution s'explique par la réduction de ses principaux agrégats monétaires. M1, qui regroupe les composantes les plus liquides (circulation fiduciaire et dépôts à vue), et M2-M1 (constitué exclusivement des comptes sur livrets), se contractent respectivement de 2,3 % et de 6,2 %. Le trimestre précédent fut marqué par une croissance exceptionnelle de M3 (+29,0 %), sous l'effet d'une progression des dépôts à terme de près de 140 %. Sur un an, la masse monétaire progresse néanmoins de 14,1 %, fortement soutenue par l'évolution des actifs moins liquides.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



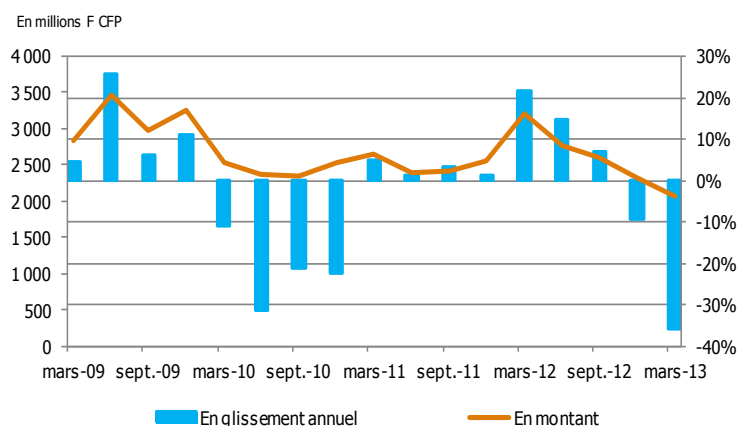
Constante diminution de la position extérieure nette qui reste toutefois très excédentaire

Le solde emplois-ressources du système bancaire local se dégrade de 5,5 % sur le trimestre, en raison d'une contraction des dépôts plus importante que celle des crédits (-6,1 % contre -4,1 %). Il reste toutefois en forte progression sur l'année (+18,9 %).

Les ressources de la banque locale s'élèvent à 5,28 milliards de F CFP à fin mars 2013. Elles proviennent principalement des dépôts collectés (88,5 % du total) et sont affectées à 31,8 % à l'activité de crédit.

Dans ce contexte, le système bancaire dégage une position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors zone d'émission) positive de 2,08 milliards de F CFP, traduisant un excédent de liquidités. Le solde, structurellement positif, se dégrade néanmoins de 11,6 % sur le trimestre et de 36 % sur les douze derniers mois, pour s'établir à son plus bas niveau depuis plusieurs années.

Évolution de la position extérieure nette



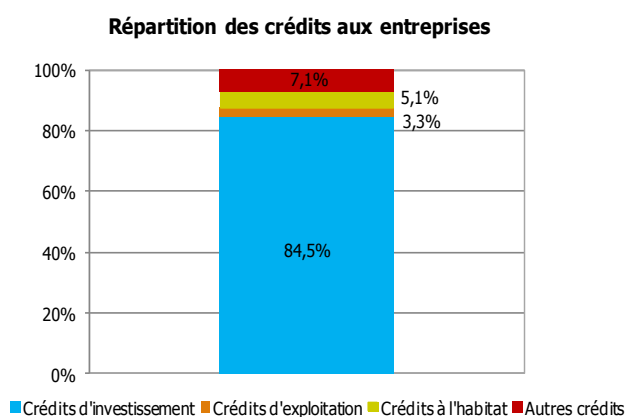
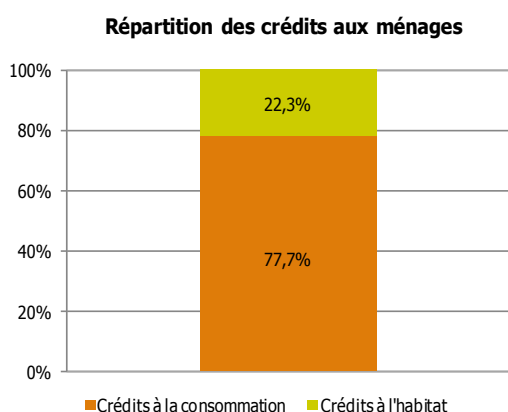
ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux opérations enregistrées auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des financements auprès d'établissements de crédit situés hors du Territoire, notamment en Nouvelle-Calédonie.

Au 31 mars 2013, l'encours sain des crédits accordés par l'ensemble des établissements intervenant sur le Territoire se contracte dans la même proportion qu'au trimestre précédent (-1,8 %) pour atteindre 4,28 milliards de F CFP. Les financements accordés aux ménages, essentiellement des crédits à la consommation (77,7 %), et aux entreprises, majoritairement des crédits à l'investissement (84,5 %), reculent respectivement de 1,8 % et de 1,9 % sur trois mois. Dans le même temps, les concours octroyés aux collectivités locales, principalement sous forme de crédits d'investissement, restent stables à 240 millions de F CFP.

La part de marché des établissements de crédit situés hors zone d'émission reste inchangée à 57,9 %. Elle s'établit à 9,6 % pour les ménages et 83,6 % pour les entreprises. Les concours aux collectivités locales sont quant à eux exclusivement octroyés par les établissements de crédit non installés localement.

Les engagements auprès d'établissements situés hors zone d'émission affichent un léger repli sur les trois premiers de l'année, (-1,7 %), mais progressent toutefois significativement sur l'année (+45,5 %).



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 890	1 938	2 063	2 159	2 142	2 151	2 140	2 120	-0,9%	-1,8%
<i>Billets</i>	1 890	1 937	2 063	2 159	2 143	2 153	2 141	2 122	-0,9%	-1,7%
<i>Pièces</i>	0	1	0	-1	-1	-2	-1	-1	n.s	n.s
Dépôts à vue	3 013	2 699	3 838	3 766	3 322	3 134	3 663	3 547	-3,2%	-5,8%
TOTAL M1	4 904	4 637	5 901	5 924	5 464	5 285	5 803	5 667	-2,3%	-4,3%
M2-M1	541	515	616	552	551	499	568	532	-6,2%	-3,6%
Comptes sur livrets	541	515	616	552	551	499	568	532	-6,2%	-3,6%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	5 445	5 152	6 516	6 477	6 015	5 784	6 371	6 199	-2,7%	-4,3%
M3-M2	764	644	435	984	985	984	2 360	2 314	-1,9%	135,1%
Dépôts à terme	764	644	435	984	985	984	2 360	2 314	-1,9%	135,1%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	6 209	5 796	6 952	7 461	6 999	6 768	8 731	8 513	-2,5%	14,1%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	6 209	5 796	6 952	7 461	6 999	6 768	8 731	8 513	-2,5%	14,1%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	6 004	6 564	6 135	7 058	6 176	7 070	7 028	7 117	1,3%	0,8%
Institut d'émission	2 924	3 769	3 314	3 631	3 212	4 303	4 701	5 060	7,6%	39,3%
Établissements de crédit	3 081	2 796	2 821	3 427	2 964	2 767	2 326	2 057	-11,6%	-40,0%
Créances du Trésor public	556	608	1 410	834	933	719	854	1 006	17,9%	20,6%
Concours sur ressources monétaires	-351	-1 376	-593	-431	-109	-1 021	849	390	-54,1%	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 494	1 281	1 325	1 651	1 660	1 813	1 929	1 897	-1,6%	14,9%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 845	2 657	1 918	2 082	1 769	2 835	1 080	1 507	39,6%	-27,6%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	606	622	587	595	595	596	597	597	0,0%	0,4%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	90	95	96	91	91	90	90	89	-2,0%	-2,9%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	248	276	182	212	210	170	0	0	n.s	-100,0%
<i>Épargne contractuelle</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<i>Divers</i>	902	1 664	1 052	1 184	874	1 979	392	821	109,4%	-30,6%
Total M3	6 209	5 796	6 952	7 461	6 999	6 768	8 731	8 513	-2,5%	14,1%
Position extérieure nette	2 833	2 520	2 639	3 215	2 754	2 597	2 326	2 057	-11,6%	-36,0%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Emplois	4 439	3 935	4 080	5 014	4 561	4 535	6 306	5 961	-5,5%	18,9%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	1 930	1 850	-4,1%	n.s
Crédits bruts	1 494	1 281	1 325	1 651	1 660	1 813	1 929	1 897	-1,6%	14,9%
Réserves obligatoires et libres	112	134	116	149	147	124	120	157	30,1%	5,4%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 833	2 520	2 639	3 215	2 754	2 597	2 326	2 057	-11,6%	-36,0%
Ressources	4 438	3 934	4 080	5 014	4 561	4 535	6 306	5 961	-5,5%	18,9%
Dépôts collectés (- encaisses)	3 653	3 171	3 373	4 309	3 813	3 819	5 618	5 275	-6,1%	22,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	696	717	683	686	686	686	688	686	-0,2%	0,0%
Excédent des opérations diverses des EC	89	46	23	18	62	30	0	0	n.s	-100,0%
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	1 758,9	1 797,6	1 433,9	1 859,9	1 664,6	1 292,7	2 075,2	1 639,6	-21,0%	-11,8%
Dépôts à vue	1 383,8	1 243,1	1 154,3	1 688,3	1 187,6	1 224,0	1 617,4	1 236,5	-23,6%	-26,8%
Placements liquides ou à court terme	274,7	374,1	279,6	171,6	477,0	68,6	457,8	403,2	-11,9%	134,9%
Placements indexés sur les taux de marché	274,7	374,1	279,6	171,6	477,0	68,6	457,8	403,2	-11,9%	134,9%
<i>dont comptes à terme</i>	265,5	351,5	97,2	22,0	27,0	27,0	27,0	12,0	-55,6%	-45,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	9,2	22,6	182,3	149,6	450,0	41,6	430,8	391,2	-9,2%	161,4%
Épargne à long terme	100,4	180,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Ménages	2 773,0	2 518,8	3 036,1	3 023,2	3 070,5	2 942,4	3 076,0	3 021,6	-1,8%	-0,1%
Dépôts à vue	1 137,0	1 011,7	1 368,6	1 364,6	1 363,2	1 272,5	1 334,6	1 365,9	2,3%	0,1%
Placements liquides ou à court terme	896,3	595,2	626,7	614,3	612,1	565,2	636,4	551,0	-13,4%	-10,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	528,7	494,0	568,0	526,2	526,6	481,2	552,6	486,6	-11,9%	-7,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	528,7	494,0	568,0	526,2	526,6	481,2	552,6	486,6	-11,9%	-7,5%
Placements indexés sur les taux de marché	367,7	101,2	58,7	88,2	85,4	84,0	83,9	64,4	-23,2%	-27,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	218,1	13,4	58,7	88,2	84,5	84,0	83,9	64,4	-23,2%	-27,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	149,5	87,8	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Épargne à long terme	739,7	911,9	1 040,8	1 044,3	1 095,2	1 104,6	1 105,0	1 104,8	0,0%	5,8%
<i>dont actions</i>	8,2	15,4	14,1	12,2	10,4	11,9	13,4	14,2	6,2%	16,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	43,1	70,0	104,1	113,2	109,3	114,9	128,2	137,6	7,4%	21,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	688,4	826,5	922,7	918,9	975,5	977,8	963,4	953,0	-1,1%	3,7%
Autres agents	3 876,3	3 835,4	3 886,0	3 677,6	3 719,1	2 169,9	3 626,9	3 886,4	7,2%	5,7%
Dépôts à vue	492,4	444,2	1 314,8	712,9	771,5	637,1	711,4	944,2	32,7%	32,4%
Placements liquides ou à court terme	2 172,5	2 179,8	1 763,1	2 336,7	2 333,5	890,9	2 263,9	2 283,5	0,9%	-2,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	12,3	21,3	47,5	26,1	24,1	17,9	15,0	45,9	205,6%	75,5%
Placements indexés sur les taux de marché	2 160,3	2 158,6	1 715,6	2 310,6	2 309,4	873,1	2 248,8	2 237,6	-0,5%	-3,2%
<i>dont comptes à terme</i>	280,7	279,0	279,2	874,2	873,0	873,1	2 248,8	2 237,6	-0,5%	156,0%
Épargne à long terme	1 211,4	1 211,4	808,1	628,0	614,1	641,9	651,7	658,7	1,1%	4,9%
Total actifs financiers	8 408,2	8 151,7	8 356,0	8 560,8	8 454,2	6 404,9	8 778,1	8 547,7	-2,6%	-0,2%
Dépôts à vue	3 013,3	2 698,9	3 837,7	3 765,8	3 322,3	3 133,7	3 663,3	3 546,6	-3,2%	-5,8%
Placements liquides ou à court terme	3 343,5	3 149,1	2 669,4	3 122,7	3 422,6	1 524,8	3 358,1	3 237,6	-3,6%	3,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	540,9	515,2	615,6	552,3	550,7	499,1	567,6	532,4	-6,2%	-3,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	540,9	515,2	615,6	552,3	550,7	499,1	567,6	532,4	-6,2%	-3,6%
Placements indexés sur les taux de marché	2 802,6	2 633,9	2 053,9	2 570,4	2 871,8	1 025,7	2 790,5	2 705,2	-3,1%	5,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	764,3	643,9	435,2	984,4	984,6	984,1	2 359,7	2 314,0	-1,9%	135,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 038,3	1 989,9	1 618,7	1 586,0	1 887,3	41,6	430,8	391,2	-9,2%	-75,3%
Épargne à long terme	2 051,4	2 303,7	1 848,9	1 672,3	1 709,3	1 746,5	1 756,6	1 763,5	0,4%	5,5%
<i>dont actions</i>	8,2	15,4	14,1	12,2	10,4	11,9	13,4	14,2	6,2%	16,7%
<i>dont obligations</i>	1 311,7	1 391,8	808,1	628,0	614,1	641,9	651,7	658,7	1,1%	4,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	43,1	70,0	104,1	113,2	109,3	114,9	128,2	137,6	7,4%	21,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	688,4	826,5	922,7	918,9	975,5	977,8	963,4	953,0	-1,1%	3,7%

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Dépôts locaux	4 318,6	3 858,1	4 888,4	5 302,5	4 857,6	4 616,8	6 590,6	6 393,0	-3,0%	20,6%
Dépôts à vue	3 013,3	2 698,9	3 837,7	3 765,8	3 322,3	3 133,7	3 663,3	3 546,6	-3,2%	-5,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	540,9	515,2	615,6	552,3	550,7	499,1	567,6	532,4	-6,2%	-3,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	540,9	515,2	615,6	552,3	550,7	499,1	567,6	532,4	-6,2%	-3,6%
Dépôts à terme	764,3	643,9	435,2	984,4	984,6	984,1	2 359,7	2 314,0	-1,9%	135,1%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	4 089,7	4 293,7	3 467,6	3 258,3	3 596,6	1 788,1	2 187,4	2 154,7	-1,5%	-33,9%
<i>dont actions</i>	8,2	15,4	14,1	12,2	10,4	11,9	13,4	14,2	6,2%	16,7%
<i>dont obligations</i>	1 311,7	1 391,8	808,1	628,0	614,1	641,9	651,7	658,7	1,1%	4,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 038,3	1 989,9	1 618,7	1 586,0	1 887,3	41,6	430,8	391,2	-9,2%	-75,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	43,1	70,0	104,1	113,2	109,3	114,9	128,2	137,6	7,4%	21,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	688,4	826,5	922,7	918,9	975,5	977,8	963,4	953,0	-1,1%	3,7%
Total actifs financiers	8 408,2	8 151,7	8 356,0	8 560,8	8 454,2	6 404,9	8 778,1	8 547,7	-2,6%	-0,2%

Les crédits à l'économie

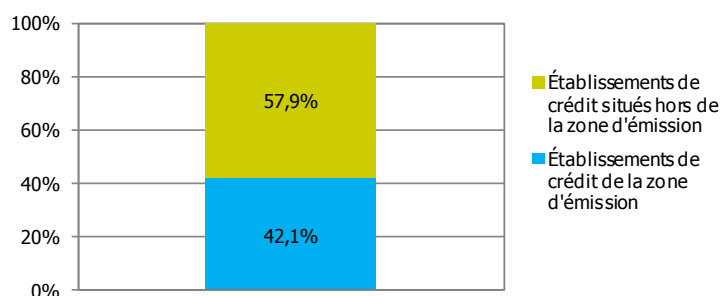
Établissement de crédit local

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	199,4	97,3	109,8	70,8	31,2	33,7	47,5	40,1	-15,6%	-43,4%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	17,8	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	181,5	85,9	109,8	70,8	31,2	28,6	47,5	40,1	-15,6%	-43,4%
Crédits d'investissement	108,2	93,2	85,8	77,3	71,0	75,0	68,9	63,5	-7,8%	-17,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	108,2	93,2	85,8	77,3	71,0	75,0	68,9	63,5	-7,8%	-17,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	21,1	15,0	71,1	57,7	53,3	58,6	53,7	49,6	-7,7%	-14,0%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	136,0	133,5	130,9	128,2	125,5	-2,1%	-7,7%
Autres crédits	24,3	44,9	42,3	62,9	59,2	60,8	181,4	175,3	-3,3%	178,8%
Encours sain	331,9	235,4	237,9	347,0	294,9	300,4	426,0	404,4	-5,1%	16,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 003,0	892,7	911,5	1 121,0	1 185,6	1 188,7	1 191,4	1 192,0	0,0%	6,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	980,7	874,1	890,3	1 103,7	1 168,9	1 168,3	1 168,3	1 169,4	0,1%	6,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	22,3	18,6	21,2	17,3	16,8	20,4	23,1	22,6	-2,1%	30,3%
Crédits à l'habitat	61,6	50,0	62,4	73,2	70,3	212,4	202,9	193,7	-4,5%	164,8%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 064,6	942,8	973,8	1 194,2	1 256,0	1 401,2	1 394,3	1 385,7	-0,6%	16,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	4,6	5,8	12,9	12,3	12,9	15,5	12,7	12,7	-0,1%	3,0%
TOTAL										
Encours sain	1 401,0	1 184,0	1 224,6	1 553,5	1 563,7	1 717,0	1 833,0	1 802,8	-1,6%	16,0%
Créances douteuses brutes	92,8	97,2	100,3	97,4	96,0	96,5	95,7	94,1	-1,7%	-3,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	3,0	2,1	4,1	6,1	5,2	6,4	5,3	5,5	3,1%	-10,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,2	0,0	0,1	0,8	0,4	0,5	0,3	0,7	96,5%	-9,3%
<i>(dt) Ménages</i>	2,8	2,1	4,0	5,3	4,8	5,9	5,0	4,8	-3,4%	-10,4%
Provisions	89,9	95,1	96,3	91,3	90,8	90,1	90,4	88,6	-2,0%	-2,9%
Encours brut total	1 493,9	1 281,2	1 325,0	1 650,9	1 659,7	1 813,5	1 928,7	1 896,9	-1,6%	14,9%
Taux de créances douteuses	6,2%	7,6%	7,6%	5,9%	5,8%	5,3%	5,0%	5,0%	0,0 pt	-0,9 pt
Taux de provisionnement	96,8%	97,8%	95,9%	93,8%	94,5%	93,4%	94,5%	94,2%	-0,3 pt	0,4 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	208,9	98,3	112,2	70,8	1 290,1	1 231,7	77,7	81,3	4,6%	14,8%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	24,1	11,5	0,0	0,0	1 155,3	1 126,4	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	184,8	86,8	112,2	70,8	134,8	100,2	77,7	81,3	4,6%	14,8%
<i>Affacturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 238,9	1 010,0	896,2	1 216,2	1 155,6	1 090,5	2 126,1	2 083,6	-2,0%	71,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 238,9	1 010,0	896,2	1 216,2	1 155,6	1 090,5	2 126,1	2 083,6	-2,0%	71,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	26,3	19,5	74,8	60,8	56,4	61,6	56,5	52,1	-7,7%	-14,3%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	136,0	133,5	130,9	128,2	125,5	-2,1%	-7,7%
Autres crédits	24,3	44,9	42,3	62,9	59,2	60,8	181,4	175,3	-3,3%	178,8%
Encours sain	1 472,1	1 153,2	1 050,7	1 485,9	2 638,3	2 513,9	2 513,4	2 465,7	-1,9%	65,9%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 003,0	892,7	911,5	1 121,0	1 185,6	1 188,7	1 191,4	1 192,0	0,0%	6,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	980,7	874,1	890,3	1 103,7	1 168,9	1 168,3	1 168,3	1 169,4	0,1%	6,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	22,3	18,6	21,2	17,3	16,8	20,4	23,1	22,6	-2,1%	30,3%
Crédits à l'habitat	612,7	457,8	341,4	299,4	267,8	400,6	369,8	341,2	-7,7%	14,0%
Autres crédits	4,3	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 619,9	1 353,7	1 252,8	1 420,4	1 453,4	1 589,4	1 561,3	1 533,2	-1,8%	7,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	383,5	342,7	305,8	272,9	273,6	255,8	239,6	239,6	0,0%	-12,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	383,5	342,7	305,8	272,9	273,6	255,8	239,6	239,6	0,0%	-12,2%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	383,5	342,7	305,8	272,9	273,6	255,8	239,6	239,6	0,0%	-12,2%
Autres agents										
Encours sain	135,9	136,0	93,7	79,2	52,1	76,7	41,6	44,7	7,4%	-43,6%
TOTAL										
Encours sain	3 611,5	2 985,6	2 703,0	3 258,4	4 417,5	4 435,7	4 355,9	4 283,2	-1,8%	33,8%
<i>dont ECHZE</i>	2 210,5	1 801,7	1 478,4	1 704,9	2 853,8	2 718,7	2 522,9	2 480,4	-1,7%	45,5%
Créances douteuses brutes	732,4	769,7	773,9	513,6	508,3	493,0	483,6	473,4	-2,1%	-7,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	318,8	342,6	327,0	275,7	283,8	274,1	275,2	269,7	-2,0%	-2,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	212,6	218,8	206,2	199,2	202,7	200,8	199,8	199,8	0,0%	0,3%
<i>(dt) Ménages</i>	101,1	123,8	120,9	76,5	81,1	73,3	75,5	69,9	-7,3%	-8,5%
<i>Provisions</i>	413,6	427,1	446,8	238,0	224,5	218,9	208,3	203,7	-2,2%	-14,4%
Encours brut total	4 343,9	3 755,4	3 476,9	3 772,0	4 925,9	4 928,7	4 839,5	4 756,6	-1,7%	26,1%
Taux de créances douteuses	16,9%	20,5%	22,3%	13,6%	10,3%	10,0%	10,0%	10,0%	0,0 pt	-3,6 pt
Taux de provisionnement	56,5%	55,5%	57,7%	46,3%	44,2%	44,4%	43,1%	43,0%	-0,1 pt	-3,3 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : juin 2013